

Circulaire n° 76-312 du 29 septembre 1976

(Programmation et Coordination : bureau DGPC 6)

Texte adressé aux recteurs, aux inspecteurs d'académie et aux chefs d'établissement.

Information des chefs d'établissement sur les problèmes médicaux concernant les élèves.

Mon attention a été appelée à différentes reprises sur les problèmes posés par des divergences de conception concernant le secret médical entre chef d'établissement, médecin et infirmière lorsqu'il s'agit de renseignements relatifs à la santé des élèves.

Le soin apporté par le chef d'établissement à réunir les informations qui lui paraissent nécessaires pour assumer au mieux ses responsabilités à l'égard des élèves ne saurait être contesté. S'agissant de données d'ordre médical, il est certain que leur connaissance est de nature notamment à permettre la prévention d'accidents, la mise en œuvre de mesures d'aide psychopédagogique, l'élaboration d'avis d'orientation adaptés.

Toutefois, les éclaircissements indispensables ne peuvent être obtenus en exigeant du médecin ou de l'infirmière la communication pure et simple d'informations confidentielles, qu'elles soient ou non contenues dans les dossiers médicaux des élèves. Il est rappelé qu'aux termes de l'article L 481 du Code de la santé publique, les infirmières comme les médecins sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les réserves énoncées à l'article 378 du Code pénal. Il n'en reste pas moins qu'ils ont le devoir de ne pas laisser inutilisés des éléments d'appréciation susceptibles de servir l'intérêt des élèves.

Il convient donc de rechercher en commun les modalités de nature à permettre cette exploitation sans pour autant enfreindre le secret médical. Parmi les solutions possibles peuvent être énumérées :

La participation du médecin et de l'infirmière aux conseils de classe ou aux conseils des maîtres chaque fois qu'ils peuvent apporter des éléments susceptibles d'éclairer les situations individuelles ;

Leur contribution à l'enrichissement du dossier scolaire soit en termes d'indications et de contre-indications lorsqu'il s'agit de sécurité ou d'orientation, soit sous forme de recommandations en matière d'aide psychopédagogique ;

L'établissement de la feuille de situation contenue dans le registre d'infirmerie mis en place par la circulaire n° 72-203 du 19 avril 1973, qui permet de porter à la connaissance du chef d'établissement les informations d'ordre administratif relatives au passage des élèves dans ce service.

Mais il est bien certain que des formules encore plus souples et plus directes peuvent être trouvées dans le cadre du travail d'équipe qui doit être de règle et qui se fonde sur une responsabilité partagée. Il appartient au chef d'établissement de les définir en accord avec toutes les parties intéressées.

(BO n° 36 du 7 octobre 1976.)

<p>SIGNALE : Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).</p>
